

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard

26 juin 2023 - 1 €

N° 37

Russie

Le samedi 24 juin au matin, après qu'un de ses camps militaires avait été bombardé la veille par l'armée russe, la milice Wagner a marché sur Moscou pour obtenir le limogeage des chefs d'état-major russes. Elle s'est emparée, sans coup férir, des bases de l'armée à Rostov-sur-le-Domb puis a avancé sur plus de 800 km en 15 heures, sans aucune résistance terrestre, jusqu'à 200 km de la capitale russe qui s'était barricadée. Six hélicoptères et un avion Iliouchine Il-18 qui les menaçaient auraient été abattus. Le nombre des victimes parmi les membres des équipes s'élèverait à 13 ou 20 selon les sources.

Evguéni Prigojine a alors annoncé que ses hommes devaient retourner dans leurs casernes « afin d'éviter un bain de sang ». Entre-temps le président Poutine l'avait d'abord qualifié, sans le nommer, de traître et s'était plaint d'un « coup de poignard dans le dos » dans une déclaration télévisée mais, après une discussion entre le chef de Wagner et le président biélorusse Alexandre Loukachenko, le pouvoir russe a annoncé l'abandon de toutes poursuites judiciaires contre les mercenaires révoltés. Evguéni Prigojine était autorisé à s'exiler au Belarus, mais on ne savait pas où il avait décidé d'aller. Le pouvoir poutinien a été symboliquement affaibli par cette affaire, mais les jours du chef de Wagner semblent désormais comptés.

EMBROUILLAMINIS

On ne peut quasiment jamais parler de la Russie avec certitude. L'étendue de ses

distances – qui ont perdu successivement Napoléon et Hitler – n'a d'égales que la profondeur de son âme et la complexité de son identité. Au XIX^e siècle, de nombreux écrivains français ont ainsi assuré qu'il s'agissait d'« une tyrannie tempérée par l'assassinat ». Ce qui demeure certain, c'est que la force virile – même incarnée par des femmes comme Catherine II – constitue une sorte de marque dont beaucoup ne veulent pas se dégager, comme l'a montré Vladimir Poutine en de multiples occasions le présentant en super-héros sportif.

Dans ces conditions, il n'y a rien de pire pour un homme fort que d'apparaître faible. La tentative de mutinerie des mercenaires de Wagner a donc ébranlé le mythe d'un président omnipotent, révélant des failles insoupçonnées dans son pouvoir. Qu'un chien de guerre déchaîné comme Evguéni Prigojine ait pu prendre, « sans un seul coup de feu », le contrôle d'un QG militaire clé, puisque Rostov-sur-le-Don supervise les troupes engagées en Ukraine, va bien au-delà de l'histoire de la marge se rebellant contre le centre ou de l'allié barbare qui déserte la

périphérie pour aller demander des comptes au cœur de l'empire – dans ce rôle, on attendait davantage le Tchétchène Ramzan Kadyrov. Peut-être même ne restera-t-il de cette tentative que des perdants, non seulement Evgué-



SOMMAIRE

P. 1 : Russie. – P. 2 : Si l'Onu le dit. – Fin du dialogue Nord-Sud ? – P. 3 : Lectures. – P. 4 : Le Bourget. – Rail. – Haie. P. 5 : Débat. – Dora Richter. P. 6 : Survivalisme. – Indépendants. P. 8 : Théâtre.

■ **Atlantique** : Des débris du sous-marin de poche Titan, construit par la société américaine OceanGate, ont été identifiés le 22 juin. Il a imploré, dès le 18 juin, alors qu'il effectuait une plongée au-dessus de l'épave du Titanic dans l'Atlantique Nord. Les cinq passagers sont morts, dont l'explorateur français Paul-Henri Nargeolet, 77 ans.

■ **Brésil** : Le 22 juin l'ancien président Bolsonaro était jugé pour avoir critiqué le déroulement de la dernière élection présidentielle qu'il a perdue. Il risque l'incapacité pour le prochain scrutin en 2026.

■ **Turquie** : Après le relèvement, le 22 juin, de son taux directeur, de 8,5 à 15 %, pour combattre une inflation de 40 %, le cours de la livre turque est tombé à son plus bas niveau historique (28 livres turques pour un euro).

■ **Grèce** : La Nouvelle-Démocratie (ND) du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis a renforcé sa majorité au Parlement en faisant un score de 40 à 44 % face au parti Syriza d'Alexis Tsipras, qui doit se contenter de 16 à 19 %, selon les premiers résultats du scrutin complémentaire du 25 juin.

■ **Aviation** : La compagnie indienne IndiGo a confirmé une commande de 500 avions A320neo lors du salon du Bourget. Du côté militaire, les drones ont eu la vedette.

■ **Climat** : Lors du « Sommet pour un nouveau pacte financier mondial » au Palais Brongniart à Paris les 22 et 23 juin, le président Macron a multiplié les appels aux créanciers pour trouver des solutions face à la crise de la dette.

■ **Pollution** : Des fumées des incendies canadiens (4,6 millions d'hectares de forêts brûlés) ont atteint l'Europe.

■ **Éoliennes** : L'entreprise germano-espagnole Siemens-Gamesa, deuxième fabricant mondial d'éoliennes, connaît des problèmes de fiabilité de ses installations. L'action de Siemens Energy, sa maison mère allemande, a perdu 38 % à la Bourse de Francfort.

ni Prigojine, malgré les assurances qu'il a reçues, mais encore Vladimir Poutine non seulement sur le plan personnel mais en tant que maître de ce qu'il croyait être toujours l'empire russe, alors que la stabilité demeurerait son mot d'ordre et son atout principal depuis qu'il exerce le pouvoir en août 1999...

Il n'est pas déraisonnable d'imaginer le maître de la Russie s'efforcer maintenant d'affaiblir Wagner et d'écarter Evguéni Prigojine. Celui-ci constitue certes le premier de tous ces oligarques qui doivent beaucoup au président, mais il ne serait pas le premier à se voir éliminé, bien qu'il reste à la tête d'une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, qui ont montré leurs capacités et ne donnent pas dans le détail. Si se pose la question de savoir si ces militaires sont davantage attachés à leur chef qu'à Vladimir Poutine, on ne peut oublier qu'ils se trouvent à l'origine du succès, il y a quelques semaines, de Bakhmout, d'où ils se sont d'ailleurs retirés au profit de l'armée russe. Aujourd'hui ils pourraient peut-être jouer un rôle en Biélorussie. Reste en suspens la question de leur présence en Afrique, d'où ils ont su, entre autres, chasser bien souvent les Français.

On se demande quelle suite en découlera pour l'Ukraine. Celle-ci en a bien sûr profité pour lancer quelques offensives. Mais revient la question finale : comment le conflit va-t-il s'arrêter ?

Jean Ètèvenaux

Si l'ONU le dit...

On vient de découvrir, grâce à l'ONU, une grave menace liée à l'exercice de la liberté religieuse. En effet, le 21 juin, l'Organisation des nations unies a examiné un certain rapport Madrigal

dénonçant l'habitude qu'auraient les religions de violer les droits des personnes LGBT. Il a pour auteur l'avocat costaricien Victor Madrigal-Borloz, secrétaire général du Conseil international de réhabilitation des victimes de la torture et expert indépendant des Nations unies sur la protection contre la violence et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Grâce à lui, le Conseil des droits de l'homme s'est penché, lors de sa 53^e session tenue à Genève, sur les « *contradictions perçues* » entre la liberté de religion ou de conviction et la protection des victimes de discrimination sexuelle et d'identité de genre. Pour ce faire, l'expert vise les « *révélations religieuses* » qui « *répriment la diversité sexuelle et de genre et promeuvent des normes hétéronormatives* ». Ceux-ci ont « *historiquement été utilisés pour promouvoir, permettre et tolérer la violence institutionnelle et personnelle et la discrimination contre les individus fondées sur l'orientation sexuelle ou le genre* ».

Après s'être félicité que « *même au sein de ces traditions religieuses, de nombreuses confessions ont aujourd'hui embrassé (ou réembrassé) les identités LGBT* » et fait de leur défense « *un principe essentiel de leur foi* », le rapport final envisage des recommandations à l'intention des États et des autres parties prenantes afin de respecter pleinement les obligations leur incombant.

Les groupes de défense de la liberté religieuse ont évidemment manifesté leur inquiétude. C'est ainsi que l'Institut pour la liberté religieuse de Washington a demandé à l'ONU de se montrer prudente avant de « *donner à cette politique une expression juridique internationale* ».

Précy

Fin du dialogue Nord-Sud ?

Quoi qu'il en coûte : le Nord a dépensé plusieurs trillions d'euros pour combattre les effets du Covid ; la reconstruction de l'Ukraine devrait coûter 400 millions. Quand on évalue les besoins à venir en matière de dérèglement climatique dans le monde, il s'agit d'au moins un milliard par an. Les institutions financières internationales répondent : cinquante... millions. Réunies à Paris les 22 et 23 juin, elles n'ont pris aucun engagement concret : du dialogue, des études, des analyses, des groupes de travail, des appels, un processus, une stratégie. Onze pages de conclusions de la présidence française sans projet ni même de vision d'une possible évolution sinon de la « transformation » du système financier international réclamée à cor et à cri depuis des années.

Des emplâtres sur une jambe de bois : des astuces bancaires pour emprunter plus sur les marchés à bas prix et prêter plus en acceptant une prise de risques plus audacieuse, une restructuration des dettes – la Zambie est la seule à en avoir profité à Paris outre la Côte d'Ivoire, elle, pour la seule dette bilatérale à l'égard de la France (1,14 milliard !), un projet de « prélèvement » sur les émissions de gaz de serre des transports maritimes, sur le modèle des transports aériens, qui sera soumise début juillet à l'OMI (Organisation maritime internationale) contre l'avis des États-Unis et de la Chine.

La petite île antillaise de la Barbade, co-organisatrice du sommet avec la France, a laborieusement obtenu un accord de principe sur sa demande de suspension de remboursement de la dette en cas de catastrophe naturelle qui ne prendrait effet qu'« à partir

de la fin 2025 », plus tôt sur la seule base du volontariat.

Pas de projet de taxe sur les transactions financières ni sur les énergies fossiles : il ne faut pas effaroucher le secteur privé auquel les États et les Banques de développement veulent refiler le bébé. On sait que les investissements privés obéissent à la loi du profit et donc ne financeraient que des projets rentables, dans la ligne de l'exploitation des ressources naturelles déjà engagée.

Si le Nord faillit à répondre aux requêtes du Sud, celui-ci ne sera-t-il pas tenté de prendre les choses en mains sans plus dépendre des institutions de Bretton Woods, les vieilles dames bientôt octogénaires du FMI et de la Banque Mondiale, où sa voix est minoritaire ? On le saura bientôt avec le sommet des BRICS à Durban (Afrique du Sud) en juillet et celui du G 20 à New Delhi en septembre. Les dirigeants sud-africain et brésilien étaient à Paris mais en sont sortis pas du tout contents.

Le Premier Ministre indien était à Washington, mais n'en pense pas moins. Le Premier Ministre chinois était, lui aussi, à Paris, ce qui était un geste fort, mais il est resté énigmatique. À eux quatre, Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud (la Russie cinquième membre des Brics est hors-jeu), ils devront trouver seuls la solution... sans le Nord. Fin du dialogue Nord-Sud, et encore plus du « consensus ». Celui, rêvé, de Paris ne remplacera pas celui de Washington des années 1990 (toute aide conditionnée par un accord avec le FMI). Tous deux vont rapidement devenir obsolètes.

Dominique Decherf



ROMANS

L'accordéoniste

Une vie sans trop de soucis, à buller. C'est le quotidien de Jeff. Il a laissé derrière lui une existence chaotique pour s'installer sur un bateau amarré dans un petit port breton et se la couler douce avec sa compagne dite « la loche ». À ses moments perdus – il en a beaucoup – il joue de l'accordéon et part à la rencontre des artistes et des marginaux qui peuplent la région. Comme dans ses précédents romans, Claude Bathany arpente sa Bretagne natale à la découverte des personnages pittoresques qui font le sel de cette terre accueillante. Un livre plein de tendresse qui oscille entre blues de l'âme et musique rock.

« Sept kilos de camomille », Rumajna
« Desperado sur le rivage », Claude Bathany, Métailié, 256 p., 19 €.

La foi pour étendard

Le baron anglo-normand Guillaume Capra ne s'est jamais remis de la perte de sa femme, décédée en mettant au monde Sybille, sa seule enfant. Il va éduquer sa fille à la dure comme il l'aurait fait avec un fils destiné à devenir chevalier. En 1115, mariée à Robert Burdet, un seigneur normand, Sybille part pour l'Espagne. Elle accompagne son époux en croisade contre les Maures. À ses côtés, elle mobilise les combattants et apprend aux



femmes à se battre. Mais c'est une autre bataille, plus pernicieuse, qu'elle va devoir mener lorsque Robert, devenu prince de Tarragone, la délaisse pour une concubine. Brigitte Piedfert s'est inspirée d'une héroïne normande pour tracer le portrait d'une femme qui défend sa foi et son amour avec ardeur.

« Tu seras princesse de Tarragone », Brigitte Piedfert, Calmann-Lévy, 384 p., 20,50 €.

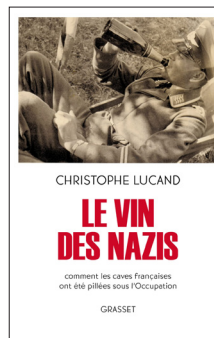
HISTOIRE

Un trésor français

Mai 1940. La France est occupée par les Allemands. Le pillage des richesses nationales commence : les œuvres d'art et aussi le vin qualifié par Göring de trésor « le plus précieux ». Bordeaux, Bourgogne, Champagne, Cognac, les régions vinicoles passent sous le contrôle des « *Weinfuhrer* » (« guides du vin »). La razzia sur les grands crus alimente les mondanités de l'occupant et les finances du III^e Reich. Elle enrichit un milieu interlope : brasseurs véreux, criminels devenus gestapistes, collaborateurs affairistes parmi lesquels les dirigeants des châteaux de renom.

Historien spécialiste de la vigne, Christophe Lucand s'est appuyé sur une importante documentation officielle et privée pour mettre au jour ce racket de grande envergure.

« Le vin des nazis », Christophe Lucand, Grasset, 352 p., 22 €.



REVUE

Les Phéniciens

Tyr, Sidon, Byblos... au cours du I^{er} millénaire avant J.-C., ces cités-royaumes situées sur la côte du Liban et dans l'arrière-pays ont été des villes prospères grâce à leurs activités artisanales et commerciales, notamment maritimes. L'Histoire décrit cette riche époque.

Au sommaire également : le progrès, 1023, la seconde naissance du Mont-Saint-Michel, le massacre de Nankin par l'armée japonaise, Charles le Chauve et les livres, Louis XIV et la « révolte des Bonnets rouges », la pyxide de la dis corde...

« Les Phéniciens », L'Histoire, juin 2023, 6,90 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

La Nation Française

directeur de la publication :

Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip

60, rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire

FR21418382149

ISSN 2967-2988

marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement : 1 an

= 20 euros

à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RSc3C000>

■ **Marseille :** Le président Macron a passé trois jours, du 26 au 28 juin, dans la cité phocéenne pour annoncer une deuxième phase d'un vaste plan de soutien (« *Marseille en grand* ») lancé en septembre 2021 avec la promesse de 5 milliards d'euros. Impôts : Selon un rapport annuel de la Direction générale des finances publiques, les recettes de l'État ont augmenté de 12 % en 2022, pour atteindre 451 milliards d'euros, dont 171 milliards pour la TVA et 110 milliards pour les impôts sur le revenu (l'impôt sur les revenus ne serait dû que par 18 millions de foyers fiscaux sur 40 millions). Les prélèvements obligatoires représentent 45,4 % du Produit intérieur brut. C'est un record absolu dans l'Histoire de France et, dans le monde libre : notre pays arrive juste derrière le Danemark dont les prélèvements obligatoires atteignent 47 % du PIB.

■ **Presse :** Geoffroy Lejeune, 34 ans, a été démis de son poste de directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Valeurs Actuelles*, remplacé par Tugdual Denis, après un esclandre lors d'un conseil de rédaction le 29 mai avec le nouveau directeur de la publication, Jean-Louis Valentin, nommé par le propriétaire du journal l'armateur franco-libanais Iskandar Safa. Ce renvoi a provoqué, par solidarité, la démission des journalistes Charlotte d'Ornellas et Raphaël Stainville et du chroniqueur Gilles-William Goldnadel. Comme on annonçait l'arrivée de Geoffroy Lejeune à la tête de *Journal du Dimanche*, hebdomadaire récemment passé sous le contrôle du groupe Bolloré depuis la fusion de Vivendi avec Lagardère, la rédaction du JDD s'est mise en grève et le journal n'est pas paru le 25 juin. Quant au rédacteur en chef du JDD Jérôme Béglé, il doit prendre la direction de l'autre grand hebdo passé sous le contrôle de Bolloré, *Paris-Match*. Le 26 juin, Arnaud Lagardère, qui reste PDG du groupe Lagardère racheté par Bolloré, a déclaré au *Figaro*, qu'il avait lui-même décidé la nomination de Jérôme Béglé et Geoffroy Lejeune.

Le Bourget

Après quatre ans d'absence (annulation en 2021 pour cause de pandémie), le Salon du Bourget a rencontré un nouveau grand succès pour l'édition 2023. Même si les constructeurs font un peu profil bas en cette période d'aviation *bashing*, il n'empêche que les carnets de commandes sont pleins.

Il a été beaucoup question des nouveaux carburants comme l'électricité, l'hydrogène, les e-fuels et autres technologies qui apparaissent pour remporter le pari de transformer l'aviation avant 2050.

Selon les spécialistes, trois voies se dessinent. L'électricité pour les avions sur courte distance (le régional), l'hydrogène pour les moyens courriers et les e-fuels pour les longs courriers. Cet e-fuel ne proviendra pas du pétrole car ce SAF (Sustainable Aviation Fuel) vient de composés de synthèse à partir de matières organiques dont les déchets ménagers et l'huile de friture. En clair une synthèse entre l'hydrogène et le CO2 captés dans l'atmosphère ou à la sortie des cheminées d'usine. Aujourd'hui le coût de ces nouveaux carburants avoisine les 5 000 euros la tonne pour 800 euros la tonne de fuel.

L'aviation connaît en plus un fort redémarrage après la pandémie et un pays comme la Chine annonce un doublement de sa flotte dans les années à venir.

En quatre ans d'absence du Salon les industriels ont fait montre d'une réelle volonté de décarboner l'aviation. Les premiers avions hybrides sont attendus pour la fin de la décennie, c'est-

à-dire demain avec une forte progression à partir de 2035.

Plus d'une centaine d'avions, dont la fameuse Patrouille de France, ont participé aux exhibitions quotidiennes dans les airs.

Philippe Buron Pilâtre

Rail

La société ferroviaire espagnole Renfe ouvre cet été deux lignes sur le territoire français. La concurrence fait-elle baisser les prix ?

Moins de deux ans après la compagnie italienne Trenitalia, la Renfe lance ses trains à grande vitesse entre Barcelone et Lyon le 13 juillet, puis entre Madrid et Marseille à partir du 28 juillet. La compagnie espagnole voudrait créer une liaison Lyon-Paris l'an prochain.

Les voyageurs français vont être de plus en plus nombreux à faire l'expérience de l'ouverture à la concurrence du réseau ferroviaire que la Commission européenne met progressivement en place et qui s'impose désormais aux États. L'idée directrice est que la concurrence, sur le réseau ferroviaire comme dans tous les autres domaines, fait baisser les prix. Cette baisse inciterait les voyageurs à prendre le train, alors que l'automobile est aujourd'hui utilisée pour 80 % des déplacements dans l'Union européenne. Il y a donc un enjeu écologique important, puisque l'automobile est responsable de l'émission de 27 % des gaz à effet de serre.

Martelée depuis les années 1980 et devenue la doctrine officielle de l'Union européenne, le rôle de la concurrence dans les

baisses de prix n'a pas été confirmé par l'expérience, comme on le voit sur le marché de l'électricité et dans le secteur des produits alimentaires. L'application aux chemins de fer de la logique du secteur privé n'a pas été plus concluante. En Grande-Bretagne, en Allemagne et en Suède, la concurrence sur le réseau ferroviaire s'est traduite par des augmentations de prix et l'expérience a été particulièrement négative Outre-Manche où une renationalisation partielle a été décidée. De 1994 à 2010, les prix ont augmenté de 27 % en moyenne dans l'ensemble de l'Union européenne.

En France, la stratégie des compagnies italienne et espagnole expose notre pays à de sérieuses déconvenues. Comme Trenitalia, la Renfe privilégie les grandes lignes à forte rentabilité et la SNCF soumise à une forte pression continuera de délaisser les lignes secondaires – pourtant indispensables à un rééquilibrage du territoire effectué selon les contraintes écologiques.

Claudine Uzerche

Haies

La prise de conscience autour des dégâts environnementaux causés par le remembrement et

l'arrachage des haies dans notre pays est ancien. On estime que depuis 1950, 70 % des clôtures

végétales ont disparu en France. Néanmoins, de nos jours, leurs destructions se poursuit à un rythme inquiétant. Selon un rapport publié en avril par le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

(CGAAER), 23 500 km de haies ont été détruit chaque année entre 2017 et 2021 contre 10 400 « seulement » entre 2006 et 2014. Ce qui conduit la journaliste du Monde Perrine Mouterde à écrire que « le phénomène ne se tarit pas, il accélère ».

Les haies délimitant deux parcelles sont les plus menacées, malgré leur intérêt écologique : elles constituent un formidable réservoir de biodiversité et luttent contre l'érosion des sols. Mais leur coût d'entretien, l'abandon de l'élevage et les contraintes liées à la mécanisation ont trop souvent raison d'elles. L'intérêt à court terme prime sur les conséquences néfastes observables à long terme. Des associations écologistes se mobilisent pourtant contre la disparition des haies comme France Nature Environnement, l'AFAC (Association française arbres champêtres) ou l'ANCPG (Association nationale de conservation du petit gibier) dont le dynamique président, Paul Mougenot constitue la preuve que l'on peut être agriculteur et replanter des haies.

Jérôme Besnard

Débat

La civilisation gréco-romaine, dont nous sommes directement issus, reposait sur la capacité des citoyens à discuter, autrement dit à savoir s'écouter les uns les autres. Cela avait même été institutionnalisé à travers des lieux comme l'agora grecque, espace public où se réunissaient les citoyens, et le forum romain, centre avant tout politique de la capitale. Certes, il y eut de nombreux accrocs et les

poignards et le poison y tinrent aussi leur place. Il n'empêche : avec les multiples apports venus des mondes celte, germanique, scandinave, slave et même oriental, l'Occident s'est développé avec une culture du débat, symbolisé, sur le plan politique, par le premier Parlement européen, l'Althing islandais, apparu en 930. La règle qui s'imposait était celle du partage du pouvoir, établissant à côté du monarque un conseil censé représenter plus ou moins toutes les composantes de ce qui allait devenir la nation.

Le système se déclinait à plusieurs niveaux, afin que les diverses communautés de vie disposent de moyens et de lieux de discussion et de décision. Même grippé ou carrément interdit, le principe d'entretiens entre les représentants des divers groupes constituait la pierre d'angle de la vie collective. On écoutait, on discutait, puis on décidait. Bref, était ainsi préservée la possibilité d'un échange posé et raisonné.

Aujourd'hui, les enceintes délibératives se sont multipliées. D'abord parce que le couple commune-État a dû donner une place aux niveaux départemental, régional et européen — situation quasi commune à toute l'Europe. Ensuite parce que les assemblées dotées de pouvoir de décision ont été doublées par toutes sortes de conseils, dont les membres ne sont pas élus mais auxquels on reconnaît une sorte de représentativité et de capacité à émettre des propositions. L'ensemble reste pourtant assez éloigné des préoccupations des citoyens, en revanche davantage prêts à se mobiliser par centaines

de mille pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis de ce qui est traité par les assemblées parlementaires.

Ces démarches revendicatives, tout comme la volonté du pouvoir politique d'imposer une réforme rejetée par la majorité de la population, ne facilitent pas la pratique de la culture du débat. On semble ainsi perdre le souci de solutions consensuelles ou, en tout cas, pragmatiques. On préfère se réfugier dans des postures ou se contenter de coups de com évitant les questions de fond. On ne sait plus échanger sur un ton posé tout en gardant ses convictions. La multiplication des attaques personnelles et des procès d'intention ajoute à la déshumanisation des débats, aggravée par la pratique du déni et des « vérités alternatives » qui favorise l'exaspération.

Pourtant, notre pays a plus que jamais besoin qu'aucun sujet ne soit écarté de la réflexion et qu'on sache en discuter sereinement pour tenter d'apporter des réponses appropriées.

Jean-Gabriel Delacour

Histoire Le calvaire de Dora Richter

Il y a 90 ans, l'Allemagne était mise au pas sous la botte hitlérienne. À Berlin, l'une des victimes de ce nouvel « ordre moral » sera Dora Richter, la première femme transgenre de l'Histoire.

« Les cinq "filles" étaient assises paisiblement dans la cuisine, les unes à côté des autres, tricotant et

Michel Gaillard, 77 ans, a annoncé qu'il allait céder sa place de directeur de la rédaction du *Canard enchaîné* après 57 ans d'exercice. L'hebdomadaire satirique est en crise depuis qu'un de ses journalistes, Christophe Nobili, rendu célèbre pour avoir révélé l'emploi fictif de Penelope Fillon, a mis au jour, par la sortie du livre *Cher Canard*, le 8 mars dernier, un cas d'emploi fictif durant 25 ans au sein de la direction de son propre journal. À la suite de quoi il a fait l'objet d'un licenciement qui a été refusé par l'inspection du travail le 15 mai dernier.

■ **Acier :** L'inspection du Travail a ordonné la mise à l'arrêt du site d'Arcelor à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) dès le 28 juin, car ses 2 400 salariés sont exposés à trop de poussières toxiques.

■ **Édition :** La Commission européenne s'est octroyé un délai supplémentaire pour valider la cession du groupe Editis par le groupe Bolloré au groupe IMI de Daniel Kreinsky. Elle rendra sa décision en octobre, alors que les deux parties avaient souhaité conclure durant l'été pour ne pas gêner la politique éditoriale du deuxième éditeur français (derrière Hachette).

■ **Grande distribution :** Le groupe Casino, qui est, depuis le 26 mai, en procédure de conciliation avec ses créanciers auxquels il doit environ 6,4 milliards d'euros, et qui fait l'objet de deux grandes offres de reprises, a, pour renouer sa trésorerie, vendu ses dernières participations dans le groupe Assai au Brésil, pour environ 326 millions d'euros. Il a également obtenu des délais de l'administration pour le règlement de 300 millions d'euros de charges fiscales et sociales jusqu'à fin septembre, et demandé environ 200 millions de remise d'intérêts et de commissions à ses banques.

■ **Internet :** Le géant français de la publicité sur Internet, Criteo, 3 500 salariés dans le monde, fondé à Paris en 2005 mais cotée à New York depuis 2013, s'est vu infliger,

le 22 juin, une amende de 40 millions d'euros par la Cnil (gendarme français de l'Internet) pour ne pas avoir respecté toutes les règles de protection de la vie privée.

■ **Justice** : Le tribunal administratif de Paris a retiré son agrément, le 23 juin, à l'association anti-corruption Anticor, avec effet rétroactif au 21 avril 2021, car il avait été obtenu à cette date sans que l'association n'en respectât toutes les conditions légales.

■ **Jeux Olympiques** : Des perquisitions ont été menées, le 20 juin dernier à Paris, chez plusieurs dirigeants du Comité d'organisation des Jeux olympique 2024. L'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCFF) enquêterait sur de possibles prises illégales d'intérêt lors des appels d'offres, mais aussi sur les conditions d'embauche et de travail des ouvriers sur les chantiers des J.O.

■ **Réseaux sociaux** : La radio Skyrock a annoncé le 22 juin la fermeture de sa plateforme de blogs Skyblog, fondée en 2002, qui n'était plus conforme aux nouvelles réglementations sur la protection des données privées et qui n'avaient plus l'extraordinaire audience (près de 35 millions d'utilisateurs et des milliards de commentaires) qu'on lui avait connue au début des années 2000. Les blogueurs ont jusqu'au 21 août pour effacer ou archiver leurs publications.

■ **Vélo** : Le 25 juin à Cassel (Nord) le coureur bretois Valentin Madouas (26 ans) a remporté le championnat de France de cyclisme professionnel. Le Tour de France partira de Bilbao au Pays basque le 1er juillet. Après trois étapes au-delà des Pyrénées, il passera par 23 départements français.

■ **Disparition** : La journaliste Claude Sarraute est morte le 20 juin à 95 ans. Elle était la fille de la romancière Nathalie Sarraute et l'épouse de l'académicien français Jean-François Revel. (Le moine bouddhiste Matthieu Ricard est le fils de la première femme de J.-F. Revel.)

cousant, et chantaient ensemble de vieilles chansons folkloriques. En tout cas, c'était le personnel de ménage le meilleur, le plus travailleur et le plus consciencieux que nous ayons eu. » L'auteur de ces lignes, écrites en 1931, est le docteur Ludwig Levy-Lenz, chirurgien à l'Institut de sexologie de Berlin. Et l'une des « filles », un certain Rudolph, devenu Dora – ou Dorchen – Richter, à la suite de l'ablation de ses gonades mâles et de la pénectomie pratiquée sur lui à sa demande. Considéré aujourd'hui comme une figure emblématique du courant LGBT, cet Allemand né le 16 avril 1891 au sein d'une famille paysanne de Bohême, est en effet le premier cas documenté de « réattribution sexuelle » complète.

Dès l'enfance, Rudolph a « *tendance à agir et à se comporter d'une manière féminine* ». Apprenti, puis serveur d'hôtel, il est arrêté pour travestissement, avant de trouver refuge auprès de Magnus Hirschfeld, pionnier des « études de genre », militant pour la dépénalisation de « *l'uranisme* ». En 1919, celui-ci a fondé un Institut dédié à l'étude de la sexualité humaine sur des bases scientifiques. À la fois centre d'accueil et de documentation, on y expérimente également des traitements hormonaux, assortis parfois de castrations volontaires. En juin 1931, Dora Richter achèvera sa « *transition* » en se faisant greffer un vagin artificiel par le docteur Erwin Gohrbandt...

Dans le Berlin permissif des Années Folles, l'Institut et son musée – où toutes les perversions sont répertoriées non sans une certaine

complaisance – font la joie trouble des touristes. Paul Morand sacre Hirschfeld « *pape des invertis* », tandis que Hitler le qualifie de « *juif le plus dangereux d'Allemagne* ». Dès l'arrivée de celui-ci au pouvoir, l'Institut de sexologie sera envahi et saccagé, le 6 mai 1933, par une bande d'étudiants nazis de l'université d'Éducation physique. Sa riche bibliothèque finira dans les flammes, au cours d'un autodafé sur l'Opernplatz quatre jours plus tard. Et si Hirschfeld s'est exilé, Dora Richter mourra sans doute au cours de l'attaque, à moins qu'elle n'ait péri plus tard, en prison ou dans un camp d'internement.

Philippe Delorme



Pour un survivalisme à la française

Dans ce livre, la journaliste Salsa Bertin, trace les contours d'un « *survivalisme à la française* », faisant l'éloge de l'autonomie maximum et non de l'autarcie prônée par le survivalisme à l'américaine. Si ce dernier modèle doit beaucoup à l'armée, le modèle français, lui, emprunterait surtout au monde paysan qui a façonné notre nation.

Pour expliquer le succès d'une telle volonté de s'émanciper de la modernité, Salsa Bertin s'appuie sur l'analyse de deux écrivains majeurs du XX^e siècle : l'anarchiste conservateur anglais George Orwell et le royaliste français Georges Bernanos. Dans leurs ouvrages 1984 et La France contre les robots ils ont dressé de sévères critiques de nos sociétés techniques.

Fondé autour du modèle de la ferme, le survivalisme à la française vise à l'autonomie tant au niveau énergétique (électricité et chauffage) que d'approvisionnement en eau et en nourriture, sans oublier l'épineuse question des modes de déplacement.

Entre réflexions théoriques et solutions pratiques, l'ouvrage de Salsa Bertin trace la voie d'une résistance ludique et intelligente aux dérives du monde moderne qui fait penser à cette citation de l'écrivain Dominique de Roux : « *Dès qu'on a mis la main sur une ferme fortifiée entourée de dix hectares de vigne, on recommence une aventure capétienne.* »

Jérôme Besnard

Salsa Bertin, « *Vivre autonome, le survivalisme à la française* », Jean-Cyrille Godefroy, 264 p., 22 euros.

Indépendants

Livreurs à vélo, chauffeurs VTC, professeurs ou psychologues... Dans l'Union européenne, environ 28 millions de personnes travailleraient sous le statut d'indépendant pour des plateformes comme Deliveroo, Bolt ou Uber. Elles pourraient être 43 millions en 2025. Fonctionnaires et élus européens, surproté-

gés, ne peuvent pas imaginer que des travailleurs préfèrent leur indépendance au risque de leur inquiétude, être le loup plutôt que le chien de la fable.

Les eurodéputés ont validé en février dernier une proposition de directive, publiée par la Commission le 9 décembre 2021, puis retravaillée et présentée par le Conseil européen début juin à l'effet d'améliorer les conditions de travail des travailleurs des plateformes. Alors qu'aujourd'hui, ceux-ci doivent démontrer qu'ils sont, le cas échéant, salariés, si cette directive aboutit, les travailleurs seront légalement présumés être des salariés si dans leur relation avec une plateforme numérique celle-ci remplit au moins trois des sept critères énoncés dans la directive, à savoir que la plateforme :

a) détermine les plafonds du niveau de rémunération ;

b) exige de la personne exécutant un travail via une plateforme qu'elle respecte des règles spécifiques en matière d'apparence, de conduite à l'égard du destinataire du service ou d'exécution du travail ;

c) supervise l'exécution du travail, y compris par des moyens électroniques ;

d) restreint, notamment au moyen de sanctions, la liberté d'organiser son travail en limitant la latitude de choisir ses horaires ou ses périodes d'absence ;

d bis) restreint, notamment au moyen de sanctions, la liberté d'organiser son travail en limitant la latitude d'accepter ou de refuser des tâches ;

d ter) restreint, notamment au moyen de sanctions, la liberté d'organiser son travail en limitant la latitude de faire appel à des

sous-traitants ou à des remplaçants ;

e) restreint la possibilité de se constituer une clientèle ou d'exécuter un travail pour un tiers.

Cette directive veut donc imposer de nombreuses obligations aux plateformes pour garantir les nouveaux droits des « *travailleurs* ». Peu à peu, la technocratie européenne s'évertue à tuer l'innovation et préserver son vieux monde. Elle rend plus chers les services qui venaient augmenter le pouvoir d'achat de tous. Mais surtout elle viole les droits élémentaires de chacun à travailler selon ses choix.

Et elle refuse de comprendre que le meilleur accomplissement humain est dans la liberté et la responsabilité individuelles. Elle devrait se ressourcer dans la lecture de Hyacinthe Dubreuil. Il y a déjà plus d'un siècle, cet ouvrier syndicaliste CGT d'origine, mais chrétien, prônait la transformation du travail salarié en travail indépendant.

Il voulait individualiser la situation de chacun en fonction de ses qualités propres. « *Notre désordre actuel, ajoutait-il, provient de toute évidence, du fait que l'on veut soumettre l'individu aux lois du groupe en ignorant les siennes* ». Il proposait donc que les entreprises soient organisées en petits ateliers autonomes pour réaliser des tâches successives de fabrication avec des équipes dont les membres seraient rémunérés en fonction de l'efficacité de leur organisation. Les individus seraient ainsi maîtres et responsables de leur travail autant que de leur rémunération [1]. Il voulait en fait que les salariés puissent disposer des moyens d'accomplir leur

existence « *sur les trois plans économique, intellectuel et moral* ». Ce qui supposait pour lui qu'on leur rende leur autonomie et la responsabilité de leur travail. C'est précisément ce que peuvent trouver les individus dans le travail indépendant.

L'Europe aime les fonctionnaires et les salariés. Elle ne comprend pas que certains préfèrent être « *indépendants* », travailler pour leur compte. Parce qu'elle aime ceux qui ont besoin de sa protection, pas ceux qui aimeraient s'en passer. Elle voudrait donc que tous soient salariés, ou le plus grand nombre.

Dans l'esprit collectiviste ambiant qui l'anime désormais, elle n'a de cesse de vouloir remettre tous les travailleurs sous le statut du salariat, soumis à des règles uniformes et publiques. Au motif de les protéger tous, il s'agit de les assujettir tous à un même moule ; de les obliger à s'assurer auprès d'une sécurité sociale très onéreuse et peu efficace ; de les empêcher de souscrire des retraites par capitalisation pourtant plus protectrices ; de les soumettre à des conventions collectives plutôt qu'à des contrats qu'ils pourraient librement négocier.

Il est prévu que la directive entre en vigueur en 2025. Mais la négociation n'est pas encore achevée. Souhaitons que l'Europe retrouve ses esprits d'ici là.

Jean-Philippe Delsol

[1] Hyacinthe Dubreuil, « *Le travail et la civilisation* » Plon, 1953.

Francophonie

La Biennale de la langue française fête ses 60 ans en 2023 et organise avec ses partenaires un colloque international qui se tiendra à la nouvelle Cité de la Francophonie à Villers-Cotterêts du 9 au 11 octobre 2023 autour de la thématique « *Les F(f)rancophonies de l'avenir* ».

Parmi les thèmes qui feront l'objet de débats :

- L'intelligence artificielle au service de l'apprentissage du français
- Le technodiscours
- L'impact des nouvelles technologies sur l'enseignement/apprentissage
- L'effet de la technologie sur la langue française
- L'enseignement/apprentissage du français reconfiguré par l'environnement numérique
- L'acte locutoire dans le discours numérique
- L'enseignement du français dans un contexte low-tech
- Les cultures et les littératures francophones accueillantes
- Les technologies et dialogues entre les cultures francophones
- La technologie culturelle
- La technologie pour ralentir le déclin de la langue française
- L'avenir du français en Afrique et au Moyen Orient
- Traduire le(s) français
- La traduction automatique, Chat GPT et la traduction
- Les dictionnaires collaboratifs
- 1) Les humanités numériques et la francophonie

Envoi des propositions d'intervention avant le 30 juin 2023.

La proposition (titre et résumé: 300 mots) et une brève présentation de l'auteur (nom, prénom, courriel, affiliation(s), recherches) doivent être envoyées aux adresses suivantes :

catoman@ua.edu
avec CC :
SG.biennale@gmail.com
info@biennale-lf.org

Confirmation de participation : 30 juin 2023 au plus tard

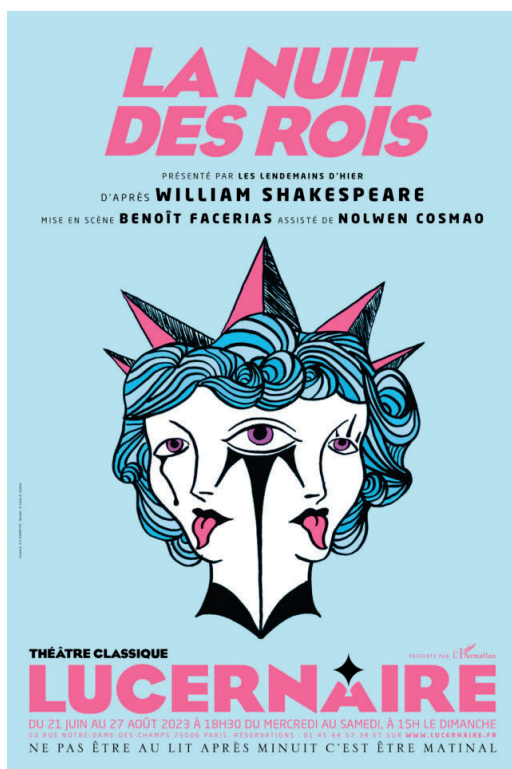
Théâtre

par Guillaume d'Azémar de Fabrègues
<https://jenaiquunevie.com/>

La nuit des rois

Ils sont trois, vêtus de noir, sur le côté la scène vide, qui attendent les spectateurs. Lunettes noires, guitare et cajon. Chapeau de paille, longue jupe. *The show must go on...*

Shakespeare a écrit *La Nuit des Rois* pour être jouée pendant les fêtes de l'Épiphanie. En Illyrie, le duc Orsino est amoureux de Viola, qui porte le deuil et le repousse. Pendant ce temps là, une tempête cause le naufrage d'un navire où se trouvaient Viola et Sébastien, deux jumeaux. Chacun croit que l'autre est mort, Viola s'habille en homme,



devient Cesario, le page d'Orsino. Tout est en place. Orsino aime Viola qui aime Cesario qui aime Orsino. Quiproquos et farces s'enchaînent jusqu'à la réapparition de Sébastien.

Benoît Facerias a concentré l'action sur la maison de Viola pour tenir 1h10, et ça marche bien, je suis ressorti en les trouvant presque trop sages sur scène, la tension des soirs de première certainement. Les marques trouvées, un poil de musicalité dans les voix, un zeste d'érotisme torride dans le jeu, ça sera savoureux, ils auront restauré l'ambiguïté troublante qui m'a un peu manqué, souvenons-nous qu'en 1602 les femmes ne montaient pas sur scène, que c'est un homme qui jouait Viola travestie en Cesario.

On passe un bon moment, l'adaptation est convaincante, c'est une bonne conclusion à une journée familiale... ou un bon moyen de commencer une soirée entre amis.

Au Lucernaire jusqu'au 27/08/23. Du mercredi au samedi : 18h30; dimanche : 15h00. Durée : 1 h 10. Avignon 2023 : Théâtre du Roi René, 21 h 20
Texte : d'après William Shakespeare. Avec : Pierre Boulben ou Melchior Lebeaut, Benoît Facerias ou Maxime Bocquet, Céline Laugier ou Nolwen Cosmao, Ugo Pacitto ou Clément Paul Lhuire, Arnaud Raboutet ou César Duminil, Joséphine Thoby ou Justine Morel. Mise en scène : Benoît Facerias. Visuel : Loris A Castle

l'épervier

le magazine des patros et des familles

NUMÉRO 3 - AVRIL 2023

CONNECTÉS AU MONDE RÉEL !

DOSSIER



Les conseils d'Élisabeth Nuyts
INTERVIEW

ISSN 2969-7913 - WWW.LEPERVIERLEPMAG.FR - 5 €

Si vous avez des enfants en âge scolaire, si vous êtes responsable d'une structure éducative, si vous cherchez un projet pour votre paroisse, votre école, votre colonie de vacances... il faut vite vous abonner au journal *L'Épervier*. Vous y trouverez des idées, des méthodes, des encouragements, un point de vue vraiment original et positif et vous donnerez sa chance à une grande et belle aventure humaine qui commence tout juste.

<https://www.le-patronage.fr/>

Pour recevoir le numéro 4, abonnez-vous avant le 15 juin 2023 et profitez de l'offre de lancement.

☐ Je m'abonne 1 an à 30 € (offre de lancement)

☐ Je souhaite soutenir ce projet
Je m'abonne 1 an à 50 € (tarif normal)

Envoyer vos coordonnées à :

SPFC-ACIP - 60 rue de Fontenay

92350 Le Plessis-Robinson

Chèque à l'ordre de SPFC - ACIP